

## **Récents propos de Macron: l'Algérie exprime son rejet catégorique de l'ingérence dans ses affaires intérieures**

L'Algérie a exprimé, le 2 octobre 2021, son rejet "catégorique de l'ingérence inadmissible dans ses affaires intérieures" à la suite des propos non démentis que plusieurs sources françaises ont attribué nommément au Président de la République française, indique la Présidence de la République, dans un communiqué.

"A la suite des propos non démentis que plusieurs sources françaises ont attribué nommément au Président de la République française, l'Algérie exprime son rejet catégorique de l'ingérence inadmissible dans ses affaires intérieures que constituent lesdits propos", précise la même source.

"Les propos en question portent une atteinte intolérable à la mémoire des 5.630.000 valeureux martyrs qui ont sacrifié leurs vies dans leur résistance héroïque à l'invasion coloniale française ainsi que dans la Glorieuse Révolution de libération nationale", ajoute la Présidence de la République, estimant que "les crimes de la France coloniale en Algérie sont innombrables et répondent aux définitions les plus exigeantes du génocide contre l'humanité. Ces crimes qui ne sont pas prescriptibles, ne sauraient faire l'objet d'une manipulation des faits et d'interprétations atténuantes".

Pour la Présidence de la République, "la propension des nostalgiques de l'Algérie française et des milieux qui se résignent difficilement à l'indépendance pleine que les Algériens ont gagnée de haute lutte, s'exprime à travers de vaines tentatives d'occulter les exactions, massacres, enfûmades, destructions de villages, des centaines de "Oradour-Sur-Glane", éradications de tribus de résistants, qui sont des génocides en séries que les acrobaties conceptuelles et les raccourcis politiques ne parviendront jamais à occulter".

"Pour leur part, les appréciations superficielles, approximatives et tendancieuses énoncées en ce qui concerne l'édification de l'Etat national algérien ainsi que sur l'affirmation de l'identité nationale relèvent d'une conception hégémonique éculée des relations entre Etats et ne sauraient, en aucune façon, être compatibles avec le ferme attachement de l'Algérie à l'égalité souveraine des Etats", souligne-t-on dans le communiqué.

"Cette malencontreuse intervention qui heurte fondamentalement les principes devant présider à une éventuelle coopération algéro-française en matière de mémoire, a l'incorrigible défaut de tendre vers la promotion d'une version apologique du colonialisme au détriment de la vision établie par l'Histoire de la légitimité de luttres de la libération nationale, alors que rien ni personne ne peut absoudre les puissances coloniales de leurs crimes, y compris les massacres du 17 octobre à Paris dont l'Algérie et sa communauté établie en France s'apprêtent à commémorer dans la dignité", ajoute la même source.

"Face à la situation particulièrement inadmissible engendrée par ces propos irresponsables, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé le rappel immédiat en consultations de l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République française", conclut le communiqué.

Le 03 octobre 2021